

3. La première transformation des métaux (331)

Dans le cadre du présent décret, sont visées exclusivement les classes suivantes :

3.1 Sidérurgie (33111)

Dans le cadre du présent décret, sont visés exclusivement les établissements dont l'activité principale est :

- la production de fonte en gueuse
- la production d'acier
- la production d'acier inoxydable
- la production de ferro-alliages

3.2 Production primaire d'alumine et d'aluminium (331313)

3.3 Fonte et affinage des métaux non ferreux (33141).

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

38316

Gouvernement du Québec

Décret 531-2002, 1^{er} mai 2002

Loi sur la santé et la sécurité du travail
(L.R.Q., c. S-2.1)

CONCERNANT le Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Avenant n° 2 à l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale

ATTENDU QUE, le 19 décembre 1998, le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française ont signé un Avenant n° 2 à l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale ;

ATTENDU QUE la Commission de la santé et de la sécurité du travail doit, pour donner effet aux dispositions de cet Avenant n° 2 concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles, prendre les mesures nécessaires à leur application par règlement, conformément à l'article 170 et au paragraphe 39° de l'article 223 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1) ;

ATTENDU QU'un projet de Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Avenant n° 2 à l'Entente entre le gouvernement du

Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*, le 31 mai 2000, avec avis qu'il pourrait être adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de cette publication ;

ATTENDU QUE la Commission de la santé et de la sécurité du travail a adopté, à sa séance du 21 mars 2002, par la résolution A-19-02, le Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Avenant n° 2 à l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale ;

ATTENDU QUE ce règlement doit recevoir l'approbation du gouvernement en vertu de l'article 224 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail et ministre du Travail :

QUE le Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Avenant n° 2 à l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale, annexé au présent décret, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Avenant n° 2 à l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale

Loi sur la santé et la sécurité du travail
(L.R.Q., c. S-2.1, a. 170 et 223, par. 39°)

1. Les bénéficiaires de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001) et des règlements adoptés en vertu de cette loi sont étendus à toute personne visée dans l'Avenant n° 2 à l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale, Avenant signé le 19 décembre 1998 et apparaissant à l'annexe I.

2. Ces bénéfiques s'appliquent de la manière prévue à cet Avenant, à l'arrangement administratif portant deuxième modification de l'arrangement administratif général du 11 juillet 1980 relatif aux modalités d'application de l'Entente conclue le 12 février 1979 entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale, apparaissant à l'annexe II, et à l'arrangement administratif portant troisième modification de l'arrangement administratif général du 11 juillet 1980 relatif aux modalités d'application de l'entente conclue le 12 février 1979 entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale, apparaissant à l'annexe III.

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

ANNEXE I

AVENANT N° 2 À L'ENTENTE

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française sont convenus des dispositions suivantes en vue de modifier l'Entente qu'ils ont conclue le 12 février 1979 :

ARTICLE 1^{er}

Au paragraphe 1 de l'article 3 de l'Entente du 12 février 1979, il est introduit un c ainsi rédigé :

« c) Les travailleurs non salariés lorsqu'ils se rendent, pour l'exercice de leur activité habituelle, sur le territoire de l'autre Partie contractante pour une durée qui n'excède pas un an. ».

ARTICLE 2

Après l'article 3 de la même Entente, il est introduit un article 3bis rédigé comme suit :

« ARTICLE 3bis

Les travailleurs qui exercent simultanément au cours d'une année civile une activité salariée sur le territoire de l'une des Parties et une activité non salariée sur le territoire de l'autre Partie, ou qui exercent au cours d'une année civile une activité non salariée sur le territoire des deux Parties, sont soumis simultanément aux législations des deux Parties.

Par exception à l'alinéa précédent, les travailleurs qui exercent habituellement une activité salariée sur le territoire de l'une des Parties et qui, pour une période inférieure à trois mois, exercent une activité non salariée sur le territoire de l'autre Partie sont exemptés du versement de contributions ou de cotisations au titre de cette dernière activité. Il en est de même lorsqu'ils exercent habituellement une activité non salariée sur le territoire de l'une des Parties et une activité salariée pour une période inférieure à trois mois sur le territoire de l'autre Partie.

Cette exemption de contributions ou de cotisations exclut les travailleurs de la protection du régime qui en aurait été destinataire, sans les priver toutefois du service des prestations prévu par le paragraphe 2 de l'article 11. ».

ARTICLE 3

Au deuxième alinéa de l'article 4 de la même Entente les mots : « à l'article précédent » sont remplacés par les mots : « aux deux articles précédents ».

ARTICLE 4

L'article 11 de la même Entente est ainsi rédigé :

« ARTICLE 11

1. Les travailleurs visés au paragraphe 1^{er} de l'article 3, ainsi que leurs personnes à charge ou ayants droit qui les accompagnent, bénéficient du service des prestations en nature maladie-maternité lors de leur séjour sur le territoire de la Partie où ils sont occupés.

Ces mêmes dispositions sont applicables aux travailleurs ainsi qu'aux personnes à leur charge ou ayants droit qui les accompagnent, qui sont maintenus conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Entente à la législation de l'une des deux Parties.

2. Les travailleurs visés à l'alinéa 2 de l'article 3bis, ainsi que leurs personnes à charge ou ayants droit qui les accompagnent, bénéficient du service des prestations en nature maladie-maternité lors de leur séjour sur le territoire de la Partie où ils sont temporairement occupés.».

ARTICLE 5

L'article 6 de la même Entente est abrogé.

ARTICLE 6

1. L'article 54 de l'Entente est remplacé comme suit :

«La présente Entente, telle que modifiée par l'Avenant n°1 du 5 septembre 1984 et par l'Avenant n°2 du 19 décembre 1998, est conclue pour une durée d'une année à partir de la date d'entrée en vigueur de ce dernier Avenant. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

En cas de dénonciation, les stipulations de l'Entente modifiée resteront applicables aux droits acquis, notwithstanding les dispositions restrictives que les régimes intéressés prévoient pour les cas de séjour à l'étranger d'un assuré.».

2. Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Avenant qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la réception de la dernière notification.

Fait à Québec, le 19 décembre 1998, en double exemplaire.

Pour le gouvernement du Québec	Pour le gouvernement de la République française
--------------------------------	---

LOUISE BEAUDOIN,
*Ministre des Relations
internationales*

CHARLES JOSSELIN,
*Ministre délégué à la
coopération et à
la Francophonie*

ANNEXE II

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF PORTANT
DEUXIÈME MODIFICATION DE
L'ARRANGEMENT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL
DU 11 JUILLET 1980 RELATIF AUX MODALITÉS
D'APPLICATION DE L'ENTENTE CONCLUE
LE 12 FÉVRIER 1979

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Conformément à l'article 39 de l'Entente conclue le 12 février 1979 entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale, ci-après dénommée «l'Entente», les autorités compétentes représentées par :

Du côté québécois :

M. Yves Chagnon, directeur des équivalences et des ententes de sécurité sociale, ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration,

Du côté français :

M. Jean-Louis REY, chef de la Division des affaires européennes et internationales, Direction de la sécurité sociale, ministère de l'Emploi et de la Solidarité,

M. Louis RANVIER, chargé des questions internationales, Direction des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi, ministère de l'Agriculture et de la Pêche,

ONT ARRÊTÉ LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

ARTICLE 1^{er}

L'article 5 de l'Arrangement administratif général du 11 juillet 1980 relatif aux modalités d'application de l'Entente conclue le 12 février 1979 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale est modifié comme suit :

1) au premier alinéa du paragraphe 1, après les mots : « sur requête de l'employeur », sont introduits les mots : « ou du travailleur non salarié » ;

2) au *B* du paragraphe 1 :

— au troisième tiret, les mots : « du régime agricole, » sont remplacés par les mots : « des régimes agricoles, » ;

— il est ajouté un quatrième tiret rédigé comme suit : « — par l'organisme conventionné par les caisses mutuelles régionales, pour les travailleurs non salariés non agricoles, » ;

3) au *B* du paragraphe 2. « en ce qui concerne la législation française », les trois premiers tirets sont remplacés par : « au directeur du Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants pour les assurés du régime général, du régime des salariés agricoles, du régime des exploitants agricoles, des régimes des professions non salariées non agricoles et du régime des mines, » ;

4) il est introduit après le paragraphe 2, un paragraphe 3 ainsi rédigé :

« Dans les cas visés à l'article 4 de l'Entente, les dérogations sont données :

A) en ce qui concerne la législation québécoise, par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du Québec ;

B) en ce qui concerne la législation française :

— par le directeur du Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants pour les assurés des régimes autres que celui des gens de mer ;

— par le directeur de l'établissement national des invalides de la marine pour les assurés du régime des gens de mer. » ;

5) le paragraphe 3, qui devient le paragraphe 4, est modifié comme suit :

après les mots « alinéa *b* » il est introduit les mots « ou de l'article 4 ».

ARTICLE 2

Les formulaires SE 401-Q-01 et SE 401-Q-02 figurant en annexe du présent arrangement administratif remplacent les formulaires portant les mêmes références figurant en annexe à l'arrangement administratif complémentaire du 23 septembre 1986.

ARTICLE 3

Les dispositions du présent arrangement administratif entrent en vigueur à la date d'effet de l'Avenant n^o 2 à l'Entente du 12 février 1979.

Fait à Montréal, le 21 décembre 1998, en double exemplaire.

*Pour les autorités
compétentes Québécoises,*

*Pour les autorités
compétentes françaises,*

YVES CHAGNON

JEAN-LOUIS REY

LOUIS RANVIER

ANNEXE III

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF PORTANT
TROISIÈME MODIFICATION DE
L'ARRANGEMENT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL
DU 11 JUILLET 1980 RELATIF AUX MODALITÉS
D'APPLICATION DE L'ENTENTE CONCLUE
LE 12 FÉVRIER 1979

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Conformément à l'article 39 de l'Entente conclue le 12 février 1979 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale, ci-après dénommée « l'Entente », les autorités compétentes représentées par :

Du côté québécois :

M. Yves CHAGNON, directeur des équivalences et des ententes de sécurité sociale, ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration,

Du côté français :

M. Jean-Louis REY, chef de la Division des affaires européennes et internationales, Direction de la sécurité sociale, ministère de l'Emploi et de la Solidarité,

M. Louis RANVIER, chargé des questions internationales, Direction des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi, ministère de l'Agriculture et de la Pêche,

ONT ARRÊTÉ LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

ARTICLE 1^{er}

À l'article 1^{er} de l'arrangement administratif général du 11 juillet 1980, il est introduit au paragraphe 1 un *h* ainsi rédigé :

« *h*) travailleurs non salariés : pour le Québec les personnes qui font affaires pour leur propre compte ou qui effectuent un travail assimilable en vertu de la législation québécoise. ».

ARTICLE 2

Au 1.B de l'article 5 du même arrangement les mots : « par la Section « Caisse de retraites des marins » du Quartier des affaires maritimes » sont supprimés et remplacés par les mots : « par l'Établissement national des invalides de la marine ».

ARTICLE 3

Au premier alinéa de l'article 9 du même arrangement, le chiffre : « , 6 » est supprimé.

ARTICLE 4

L'article 11 du même arrangement est rédigé comme suit :

« En vue de la totalisation des périodes d'assurance prévue pour l'ouverture du droit aux prestations à l'article 5*b* de l'Entente, l'assuré présente à l'institution compétente du nouveau territoire d'emploi, obligatoirement en vue de son inscription à la RAMQ et en tant que de besoin pour obtenir le service des prestations auprès de la caisse française, une attestation délivrée par l'institution de l'autre territoire certifiant sa qualité d'assuré au regard de la législation qu'applique cette dernière institution. ».

ARTICLE 5

Au paragraphe 1. de l'article 15 du même arrangement après les mots : « à l'article 3 » sont ajoutés les mots : « et au 2^e alinéa de l'article 3*bis* ».

ARTICLE 6

Le présent arrangement administratif entre en vigueur à la date d'effet de l'avenant n^o 2 à l'Entente du 12 février 1979.

Fait à Montréal, le 21 décembre 1998, en double exemplaire.

<i>Pour les autorités compétentes Québécoises</i>	<i>Pour les autorités compétentes françaises</i>
---	--

YVES CHAGNON

JEAN-LOUIS REY

LOUIS RANVIER

38317

Gouvernement du Québec

Décret 541-2002, 7 mai 2002

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1)

Activités de chasse — Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 9^o de l'article 162 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1), le gouvernement peut déterminer notamment, par règlement, les conditions que doit remplir le requérant et le titulaire d'un permis et les obligations auxquelles doit se conformer le titulaire d'un permis, lesquelles conditions et obligations peuvent varier ;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse ci-annexé a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 30 janvier 2002 avec avis qu'à l'expiration d'une période de 45 jours suivant sa publication, il pourrait être édicté par le gouvernement ;

ATTENDU QUE des commentaires ont été formulés à l'égard de ce projet ;